

" Autogestion : une question pour le 21^e siècle ? "
Contribution au débat sur :
« Les travailleurs peuvent-ils gérer l'économie »

Poser cette question, c'est reprendre la thématique de l'autogestion, alors même que celle-ci semble avoir disparue de nos « radars » de pensée, alors même que c'était une question importante débattue dans une partie du mouvement syndical et social dans les années 60 et 70, qu'elle faisait partie de la réflexion sur la transformation sociale à mettre en œuvre pour en finir avec le système capitaliste et ses mécanismes d'exploitation et de domination ! Il s'agissait aussi de poser la question du pouvoir des travailleurs, dans les entreprises, les bureaux et au delà de qui fait les choix économiques. C'est sans nul doute un chantier à réouvrir pour les mouvements sociaux qui font toujours du dépassement du capitalisme et de l'émancipation individuelle et collective un objectif, à défaut d'être un idéal !

Les termes du débat doivent prendre en compte le contexte économique, social, et politique auquel nous sommes confrontés aujourd'hui mais aussi des questions à affronter qui étaient peu mises en avant à ce moment là : comme le genre, les discriminations ou l'écologie (même si certaines réflexions existaient mais de façon assez marginale).

Aujourd'hui, avec la crise systémique que nous connaissons (financière, sociale, écologique mais aussi démocratique), le capitalisme financier, le néolibéralisme a perdu de sa crédibilité et de sa légitimité. Mais il n'a pas pour autant perdu la partie !

Un contexte contradictoire et paradoxal

Les crises économiques et financières successives et leurs conséquences sociales dévastatrices ont mis à jour l'impasse du capitalisme financier et relégitimé la nécessité d'une utopie transformatrice. Mais les effets du néo-libéralisme en terme de chômage de masse, de précarisation, d'individualisation de la relation salariale handicapent toute velléité de dynamique d'émancipation et le bilan des expériences passées du socialisme réel pèse encore négativement dans l'inconscient collectif. La référence au « socialisme », réel ou rêvé, ne fait plus recette.

Nous sommes en quelque sorte dans « un entre-deux » où les processus de transformation et les réponses alternatives prendront du temps pour s'imposer.

Est-ce à dire qu'il faut attendre « des lendemains qui chantent »... qui ne chanteront jamais ? Ou est-il possible de reprendre ces questions à la fois en terme de réflexion mais aussi en terme d'expérimentation sociale, de pratiques novatrices dans les luttes ou dans le quotidien, que ce soit dans le travail ou dans la Cité ?

Les défis

L'internationalisation du capital, la domination des multinationales sur l'ensemble des filières et des PME des pays nous obligent à repenser la perspective autogestionnaire, et dans ce cadre la question du pouvoir des salarié-es dans l'entreprise. Nous ne sommes plus dans les années 1970 où nous étions face à un capitalisme patrimonial, familial, de production nationale, avec un pouvoir de décision unique et identifié. En un mot, les expériences autogestionnaires se trouvent et se trouveront confronter à un enchevêtrement d'interdépendance économique qui suppose de les repenser au-delà des murs d'une seule entreprise. C'est sans doute une des

raisons qui explique que « l'aventure » autogestionnaire ne surgisse pas, en France, des luttes d'entreprises récentes et que cette question ne vienne pas en débat parmi les travailleurs/travailleuses confrontés à des restructurations et à des plans de licenciement. Cela n'est pas non plus proposé par les syndicats partie-prenante de ces conflits : l'usine Fralib de Géménos (près de Marseille) étant l'exception où un projet de reprise de l'usine en coopérative est porté par la CGT et la CGC (mais les salarié-es de cette entreprise se heurtent à leur ex-employeur, UNILEVER, qui refuse de leur concéder la marque).

De son côté, l'économie sociale et solidaire peut montrer qu'il est possible de faire fonctionner l'économie sans mettre au centre la « valorisation pour l'actionnaire ». Ce secteur est parfois dénaturé, il reste limité et peut se heurter au fonctionnement du capitalisme mondialisé : il ne peut donc pas être la « voie royale » pour une perspective autogestionnaire.

Des alliances nécessaires au-delà des seuls travailleurs et travailleuses

On ne peut plus penser les forces dynamiques de la transformation sociale uniquement à partir des « producteurs », du lieu clos de l'entreprise. Ce point doit être appréhendé de manière transversale, interprofessionnelle mais aussi par l'articulation usagers/salarié-es/citoyens et citoyennes. La cohérence de choix économiques, des finalités de production de biens communs, nécessite une vision globale qui va bien au-delà des intérêts d'une seule communauté de production ou de service, en y intégrant le défi écologique.

L'éclatement du salariat sous l'effet du chômage de masse et de la précarisation, pose également la question de la représentation et de la convergence des intérêts communs de l'ensemble du monde du travail, salarié-es ou privés d'emploi. Aucune des expériences syndicales ou associatives d'organisation des chômeurs et des précaires n'a su résoudre le problème majeur de l'atomisation qui caractérise ces situations sociales. Faut-il renouer avec l'expérience et l'idée des Bourses du travail, comme lieu de mutualisation et d'organisation, pour enrayer cette fracture sociale ? La question peut se poser.

L'enjeu des pratiques dans les luttes sociales

Les pratiques syndicales au sein des organisations et dans les luttes révèlent une conception encore trop pyramidale des prises de décisions, aux antipodes d'une conception autogestionnaire. Nombre d'organisations syndicales se considèrent encore trop comme les « états-majors » des mouvements sociaux.

Rompre avec cette conception et favoriser les formes de démocratie directe (comités de grèves, assemblées générales interprofessionnelles, coordinations, consultation des salarié-es...), c'est œuvrer à l'apprentissage de pratiques autogestionnaires.

Au-delà du syndicalisme, c'est une question qui se pose dans les mouvements sociaux apparus ces dernières années. Le besoin de démocratie directe, transversale s'est exprimé dans des mouvements comme les Indignés ou Occupy Wall Street...

Des enjeux à travailler dès maintenant

Personne ne peut prétendre avoir un modèle clé en main d'un processus de transformation sociale, ni des formes achevées d'une organisation sociale autogestionnaire. Néanmoins, plusieurs questions sont à mettre en chantier dès maintenant.

Il est nécessaire de porter des revendications qui cassent la logique de la concurrence de « tous contre tous » et donc de défendre les droits collectifs ou le système de protection sociale qui garantit chacun/chacune contre les « aléas de la vie »... tout ce qui est mis en cause aujourd'hui dans les politiques néolibérales.

Le droit à l'emploi doit s'accompagner de la réduction du temps de travail et du partage des richesses pour permettre à chacun/chacune d'exercer son droit fondamental à un travail et à un revenu lui garantissant un niveau de vie décent. Il faut en finir avec l'inégal partage du

travail et des richesses qui est en cours actuellement et qui produit de la désagrégation sociale !

Il faut repenser aussi le temps de travail (dans ses multiples dimensions : durée hebdomadaire, possibilité d'années « sabbatiques », retraites) et sa réduction en fonction des besoins de temps disponible pour se former et s'informer, se cultiver, participer à la vie sociale, bref participer à la (re)construction de liens sociaux qui font tant défauts aujourd'hui. Comment envisager de prendre la main sur l'économie dans l'entreprise ou plus globalement sans poser cette question du temps et de sa maîtrise ? Sans oublier la question de la séparation de plus en plus importante entre le lieu de travail et le lieu de vie, qui est un obstacle important au lien social dans les grandes métropoles...

Il faut reprendre la réflexion sur la division du travail et des revenus : comment mettre en œuvre la rotation des tâches, la polyvalence... tout cela supposant des politiques de formation dans ce sens. La division du travail pose aussi la question de la hiérarchie des salaires, mais également la remise en cause de tout ce qui a contribué à l'individualisation (intéressement, participation, stock option...) et à affaiblir le financement de la protection sociale. Cette question du niveau et de la hiérarchie des salaires doit aussi être comprise comme un élément pour freiner la consommation des plus favorisés et des actionnaires, avec un mode de vie qui tire la société toute entière vers un consumérisme exarcebé (et toutes les frustrations qui vont avec).

La question de l'information est un enjeu important pour connaître et maîtriser ce qui se passe dans les entreprises, les multinationales, les donneurs d'ordre et les sous-traitants. Les multinationales se donnent les moyens de rendre opaques leurs comptes, leurs choix d'investissement, de stratégie financière, de restructuration... afin d'empêcher les salarié-es de regarder tout cela de près. Les droits existants (CE, CCE, Comité de groupe) sont insuffisants pour faire face à cette stratégie de la dissimulation : il faut donc les renforcer et en créer de nouveaux. Là aussi, cet enjeu de l'information ne se joue pas uniquement dans l'entreprise mais bien aussi d'un point de vue général : c'est un enjeu démocratique en tant que tel pour toute la société (cf. : les scandales financiers révélés par le site Médiapart par exemple).

La réappropriation du travail et de son organisation doivent être à l'ordre du jour. Les horaires décalés, l'éclatement des collectifs de travail et des statuts au sein d'une même entreprise, les restructurations permanentes des entreprises, la production à flux tendu, la perte de sens y compris dans les services publics... tout cela engendre stress, désintérêt, souffrance au travail. Cela doit devenir un enjeu de luttes collectives pour sortir du mal-être au travail et pour se réappropriier ensemble les enjeux d'organisation du travail en lien avec les finalités de la production. Les conditions de travail doivent être favorables à l'exercice de l'intelligence critique des individus. Plus les travailleurs/travailleuses sont autonomes dans le choix des buts et des moyens de leur travail, plus ils/elles peuvent participer à une vraie démocratie, à la délibération dans tous les aspects des choix politiques, économiques et citoyens.

Autogestion, socialisation, planification...

Les grandes questions ouvertes dans les années 60 autour des idées d'autogestion, de contrôle ouvrier... restent d'actualité pour ceux et celles qui ont toujours comme objectif l'émancipation individuelle et collective et la réappropriation par les travailleurs/travailleuses de leur destin.

Les richesses produites n'ont jamais été aussi grandes : mais cela s'inscrit dans une logique productiviste, consumériste totalement contradictoire avec les besoins de transition écologique. Il faut donc repenser la production de richesses en fonction des besoins sociaux, mais en articulant cela avec la nécessaire transition écologique.

La question du niveau de décision reste ouverte : comment reprendre la question du plan, de la planification, en la liant avec la question démocratique, ce qu'on appelait la « planification démocratique ». Celle-ci ne peut pas reposer sur les seuls salarié-es au sein des entreprises et des services publics : il faut imaginer des espaces (assemblées de citoyens/citoyennes par exemple) où s'élaborent les besoins (en tenant compte des impératifs écologiques) de la population dans sa diversité et au plus près d'elle. Et il faut construire les outils d'une articulation régionale, nationale, européenne (sur certaines grandes questions).

Les nouvelles technologies et leur fonctionnement horizontal sont des outils utiles pour les mobilisations et peuvent favoriser la démocratie, à condition que cela aide à la confrontation des points de vue pour bâtir du collectif et non pour conforter l'addition de points de vue individuels...

Reste bien sûr la question centrale de la propriété des moyens de production : nationalisation, socialisation, appropriation des moyens de production et d'échanges... Tous ces termes apparaissent aujourd'hui « d'un autre temps » et pourtant au vu de l'impasse dans laquelle nous met et nous mène le capitalisme financier, il faut sans nul doute les reprendre, les retravailler dans le sens d'une utopie transformatrice même si nous n'avons pas/plus de schéma global pré-déterminé.

Comment faire ce chemin ? Inscrire ces idées dans les combats d'aujourd'hui et notamment autour de l'idée de ne plus laisser la finance, le marché décider de nos vies. Il nous faut appuyer toutes les expérimentations sociales concrètes qui montrent qu'il est possible de fonctionner autrement.

Finalement, la question n'est peut-être pas tant « les travailleurs peuvent-ils gérer l'économie » mais « dans quelle société voulons-nous vivre » ? Qui décide de la production, de la répartition des richesses, de ce qui est utile, des besoins collectifs à un moment donné (en intégrant la question de la solidarité et de la coopération avec les peuples du monde entier) : une minorité, une oligarchie qui concentre richesse financière et pouvoir politique ou le reste de la population ? Cela pourrait s'appeler le socialisme autogestionnaire...

Août 2013
Annick Coupé
Union syndicale Solidaires